

Aspects de formation et d'éducation concernant la CR de Taghjijt

Introduction

Les aspects de formation et d'éducation tels qu'ils étaient abordés dans les travaux réalisés jusqu'à présent sont énumérés, ci-dessous, à travers des extraits des documents du DTP et des réflexions figurant dans la synthèse à la fin de ce document.

Le présent travail ne couvre pas la phase une de la PPO effectuée durant la période du 11 au 17 juillet 2008. Il faudrait donc consulter les comptes rendus des ateliers PPO pour compléter cette revue documentaire.

I/ Extraits

Ci après, des extraits (numérotés par ordre croissant) de documents produits par le CREADH dans le cadre des différents travaux du DTP de la commune rurale de Taghjijt.

Extrait 1 : Réunion de suivi des activités de partenariat concernant la commune rurale de Taghjijt au siège ADS, Rabat, le 24 avril 2008.

Définition des besoins en formation

A une question soulevée par Hamid Benchrifa sur qui va se charger de la formation et si c'est le CREADH qui l'assurera, comment va-t-on procéder ? Larbi Jaidi a répondu que les aspects de la formation n'interviendraient qu'après la planification et les arbitrages sur les choix stratégiques à faire ! Quand à la formation, il conviendrait de définir des besoins globaux et des besoins spécifiques. Pendant les ateliers de planification on va essayer d'identifier auprès des responsables certains besoins. Il y avait certes des sessions de formations déjà réalisées au profit de certains élus et acteurs associatifs locaux, en plus de celles relatives aux techniques d'enquêtes dispensées par le CREADH en mai et juin 2007.

Maintenant, est-ce qu'il faut consolider le DTP dans son usage et comment assurer le suivi par le système d'information et les concertations ? Il faudrait qu'on réfléchisse ensemble !

La deuxième ligne directrice de la formation concerne l'ingénierie des projets. Comment concevoir un projet, l'identifier, le formuler, le rendre faisable et banquable ?

Une autre formation sur les problèmes structurels de la commune. Le projet doit avoir un lien avec les choix stratégiques retenus dans les ateliers de formation.

Je cite un exemple, si on a choisi le tourisme local ; il faudrait insister sur la relation entre l'élu et le porteur du projet de manière à asseoir un élu développeur préoccupé par la réussite et le suivi. Autre exemple, la gestion des ressources naturelles, comment va-t-on procéder ? Est-ce par l'intermédiaire de la coopérative, qui est une forme de solidarité communautaire encore peu assimilée au niveau local; ou à travers une autre manière d'organisation? Peut-être faut-il cibler les populations locales? Avec la montée de la gendérisation et l'émergence de la composante femme, quel aspect sur lequel va-t-on mettre l'accent ?

C'est là quelques idées et une première réflexion générale que nous devons conduire ensemble.

H. Zirari : D'après les données recueillies à l'aide des questionnaires et grâce aux discussions et aux recherches effectuées, l'une des priorités révélées est *le renforcement des capacités humaines*, ce sont des besoins bien identifiés et ressortis.

H. Benchrifa : Nous allons mettre en place un plan de formation. Les acteurs locaux doivent s'inscrire dans une démarche dynamique. L'atelier de planification pourra être un moment pour définir les axes stratégiques et les modules.

Lors de la réunion du 19 avril avec les membres du Conseil communal, j'ai eu le sentiment qu'ils sont embarrassés par un sentiment ou une crainte d'être lâchés ! L'accompagnement est une opération nécessaire et l'associatif doit être impliqué. Certes, il y a une relation empoisonnée entre le Conseil communal et la société civile. Ce problème doit être dissipé. Maintenant ; il y a une vision partagée ...

Amina Tafnoute : Il faut aller avec des propositions concrètes en matière de formation. Renforcer la gouvernance et essayer de mettre les acteurs dans les formations qui répondent à ces préoccupations.

Larbi Jaidi : Taghzit ! Hayat et tout le monde s'amuse ...

Hamid Benchrifa : On va planifier les formations sur la base d'axes stratégiques à la fin des ateliers de la PPO.

Extrait 2 : Parmi les éléments de l'étape 1 du DTP (cf. exposé Power Point de Larabi Jaïdi et Hayat Zirari) il y a la «Préparation et réalisation de modules de formations des équipes projets.»

L'Étape 3 du DTP (cf. exposé Power Point de Larabi et Hayat): Validation du DTP et des besoins en formation.

«Elaboration d'un rapport spécifique relatif aux besoins en formations en vue de la mise en œuvre du PDT.»

Extrait 3 : Dans le rapport final du DTP, nous pouvons retenir.

Bien sûr que le « faible niveau de formation des responsables » ou des adhérents des associations ou le « faible niveau d'instruction » ressortent parmi les contraintes prioritaires citées par nos interlocuteurs au sein du tissu associatif.

« Depuis leur création, les quatre coopératives de Taghjijt agrémentées n'ont pas fait grand-chose. En l'absence d'un accompagnement soutenu par manque de ressources matérielles et financières et surtout par manque de formation dans le secteur coopératif, les membres ne savent où se vouer. »

L'étude du secteur coopératif a permis d'identifier un besoin urgent en formation aussi bien pour les adhérents des coopératives existantes que ceux de celles en cours de création.

Extrait 4 : A Rabat, le 14.12.2007, présentation du DTP aux cadres de quatre coordinations régionales de l'ADS. Sur proposition de Hamid Benchrif, de l'ADS siège, et dans le cadre du partenariat avec dernière, Driss Merzaby, du CREADH, a présenté le vendredi, de 10h à 12h 30, à l'hôtel Club Yasmine de Harhoura, l'expérience du DTP de la commune rurale de Taghjjit [jadis] en cours de mise en œuvre. L'assistance, composée de 29 jeunes dont 8 filles (12 agents de développement local, 8 chargés de projet et 7 agents de développement provincial) entourés par deux cadres du siège de l'ADS dont M. Rachid Lamzaïni, formateur à ADS, modérateur de cette rencontre.

10 à 11h : Exposé des principes d'action et des objectifs du diagnostic sur la base de la présentation préparée sur Power point par l'équipe CREADH.

11 à 11h 30 : Pause.

11h 30 à 12h : Exposé sur les étapes et les outils du DTP en soulevant surtout les difficultés et les problèmes rencontrés lors des travaux sur le terrain.

12h à 12 30 : Discussion.

Extrait 5 : Dans le rapport détaillé de Mohamed Tamim, citant notamment l'atelier participatif «éducation», outre les aspects d'éducation dans le cadre du système public ou l'alphabétisation, la formation professionnelle a été traitée comme suit.

La formation professionnelle

Les données de l'enquête « douar » montrent l'importance de **la formation professionnelle qui concerne 194 jeunes de la commune** dont 70,10% sont de l'urbain et 29,89% du rural (55% pour les douars de Taïnzt et 33% pour Targa n'Oufella).

Concernant la situation dans l'activité des diplômés, **61% parmi les identifiés (sur 200) sont en situation de chômage**. Ces formations sont données par des établissements publics ou privés et comportent une diversité de métiers. Il y a là aussi un potentiel humain important, mais les compétences réelles possédées et les besoins ou capacités d'absorption locale restent à mieux préciser.

Avec 150 à 200 bacheliers fournis par le lycée de Taghjjicht chaque année, **quelle serait la place d'un centre de formation professionnelle à Taghjjicht : Pour quels métiers ; quel fonctionnement ; quel aire de recrutement ?**

Extrait 6 : Dans le rapport final du DTP, dans la partie réalisée par Mohamed Tamim, les questions de l'éducation et la formation sont traitées de la manière suivante.

L'éducation et la formation

Les politiques d'éducation menées ont permis un recul de l'analphabétisme. Le taux d'analphabétisme est en recul mais reste toutefois élevé cachant de profondes disparités. Les disparités en matière d'alphabétisation varient selon le sexe, l'âge et les groupes socio économiques.

Si la progression de l'alphabétisation est presque identique parmi les deux populations hommes et femmes, l'écart reste important. Le RGPH 2004 montre que 73,7% de la population de Taghjijt est analphabète. Le taux d'analphabétisme des femmes dépasse de 24 points celui des hommes 60,6% des hommes contre 84,5% des femmes sont analphabètes.

L'analphabétisme marginalise les femmes et les prive des opportunités de développement. La précarité des conditions de vie, la surcharge de travail, l'insécurité des revenus, l'engagement familial sont autant de contraintes qui frappent les femmes. Elles rencontrent des contraintes de moyens et de temps. Leur faible niveau d'alphabétisation limite les possibilités d'emploi et les cantonne dans le secteur informel. Il diminue leurs chances de participer à la vie publique et communautaire. Et diminue le pouvoir d'expression et de décision.

Il existe une forte corrélation entre niveau d'alphabétisation et la santé de la mère et de l'enfant. Le taux de contraception varie aussi en fonction du niveau d'éducation des femmes. De même, l'âge au mariage et l'âge de la première grossesse dépendent fortement du degré d'alphabétisation des femmes.

La volonté d'éradiquer l'analphabétisme s'est traduite par des initiatives visant à mieux adapter l'offre d'alphabétisation aux besoins des publics notamment des femmes. Mais, **les programmes d'alphabétisation ont montré des faiblesses.** L'inefficacité de la gestion des activités d'alphabétisation a conduit à des contre performances. Le public féminin a été découragé par divers facteurs : absence de suivi et d'évaluation des actions entreprises, inadaptation des curricula et des outils pédagogiques, manque de synergie entre les acteurs (ministère des affaires religieuses, entraide nationale, éducation nationale), faible intégration coordination des actions en matière d'alphabétisation.

Enseignement préscolaire

Les structures préscolaires restent très limitées malgré une réelle progression au cours des dernières années. Le taux de pré scolarisation croît avec des disparités entre le Centre et les autres lieux-dits. En général le secteur de la petite enfance ne bénéficie pas encore d'une grande attention. Peu d'actions ont été entreprises dans la promotion des garderies et jardins d'enfants, ou dans la réalisation d'un programme de formation des formateurs à l'intention des monitrices du préscolaire.

La proximité des écoles coraniques, l'adaptation des horaires permettant une pluriactivité des enfants sont des traits qui expliquent l'attrait des parents pour l'école coranique. Toutefois, **l'enseignement coranique** à Taghjijt se présente comme un enseignement peu satisfaisant. En effet, ce type d'enseignement présente des manques : absence de procédure de contrôle,

manque de passerelle avec l'enseignement formel, absence de formation des enseignants, faible adaptation de la formation. Les filles souffrent donc plus que les garçons des conséquences d'un enseignement de faible qualité qui limite leurs perspectives d'avenir.

Une évolution semble néanmoins se dessiner avec un engagement plus appuyé des ministères des habous qui se traduit par la création de nouvelle structure d'accueil pour les enfants, l'aménagement de structure ancienne, l'appui à des actions bénévoles par la prise en charge de personnel d'encadrement et par l'attention prêtée à la formation des formateurs. Ces actions qui participent d'une volonté de rénovation et d'encadrement pédagogique des m'sid¹.

Le Ministère des Habous appuie des écoles coraniques dans quelques douars ne disposant pas d'écoles (passerelles avec l'enseignement classique, équipement, formation des maîtres). Des initiatives qui permettront d'améliorer la qualité de l'enseignement originel.

Enseignement fondamental

En matière de scolarisation des filles, Taghjiyt a enregistré une amélioration du taux d'accès à l'éducation qui a fortement bénéficié à la population féminine mais la parité filles garçons est encore loin d'être atteinte. Les données montrent que le taux brut de scolarisation au primaire est en progression.

Plusieurs facteurs ont permis d'accroître la scolarisation des filles en termes quantitatifs:

- La mise en œuvre de programmes notamment ceux axés sur la construction d'écoles, afin d'améliorer la couverture scolaire, la pratique du système de l'école mobile.
- D'autres actions qui ont encouragé la scolarisation des filles : l'implantation des cantines scolaires, l'organisation de campagnes sur la scolarisation des filles. Ces interventions ont permis de soutenir la scolarisation des filles dans des douars en retard.

Si l'accès des filles à l'éducation a enregistré de façon quantitative des résultats probants, la déperdition scolaire des filles reste particulièrement préoccupante. La tendance à l'abandon a augmenté parallèlement à l'accroissement des taux de scolarité et le taux est plus élevé pour les filles.

Les causes de la forte déperdition scolaire des filles sont : la faible disponibilité des structures scolaires, le ratio enseignant élèves, la situation précaire de certaines familles et la mise au travail précoce des enfants en particulier des filles, les réticences socio culturelles face à la scolarisation et le mariage précoce de filles.

Enseignement secondaire

Au secondaire, le taux brut de scolarisation est en légère progression. Les indicateurs sont moins favorables pour les filles que pour les garçons : le taux de transition des filles en 1^{er} année du secondaire reste toujours plus faible que celui des garçons. Le redoublement reste

¹) On peut relever qu'à l'occasion du diagnostic territorial, des échanges ont été établis pour la première fois entre le représentant du ministère des affaires islamiques et des habous et les autres acteurs locaux : élus, fonctionnaires de la commune, ONGs.

aussi plus accentué pour les filles. Le taux de déperdition reste élevé pour les filles au secondaire sur une cohorte de 1000 filles seules [?] obtiennent le baccalauréat. La plus faible performance des filles s'explique par l'éloignement des structures d'enseignement secondaire, le mariage précoce, la paupérisation de certaines familles, les statuts et rôles traditionnellement dévolus aux femmes.

La promotion de la scolarisation des filles fait l'objet d'une attention particulière : activités de sensibilisation et de formation des enseignants, et appui aux familles nécessiteuses à travers des AGRs.

Enseignement supérieur

Les progrès restent modestes et il y a lieu de souligner la faiblesse des effectifs féminins au niveau de la formation supérieure. Cependant le taux de rétention des filles est plus élevé que celui des garçons. La rétention plus élevée des filles s'explique par la forte motivation des filles et de leur famille.

L'amélioration du niveau d'instruction des filles a eu des répercussions sur la santé, les activités économiques, la participation dans la sphère publique, la protection du droit des femmes.

Information et nouvelles technologies

L'information constitue un puissant vecteur de développement et favorise le changement social. L'accès à l'information constitue un élément important du pouvoir d'action des femmes et de changement de leur statut. Il permet aux hommes et aux femmes de mieux comprendre l'environnement dans lequel ils évoluent d'autant que les images stéréotypées sur la femme persistent.

Autrefois les femmes avaient leurs propres espaces de communication les points d'eau, les activités de groupe. Aujourd'hui, les organisations féminines de base constituent un puissant réseau, des espaces de communication, d'échanges qui peuvent être un cadre privilégié pour l'information et la sensibilisation.

Les moyens modernes presse écrite, radio, télévision, téléphone mobile, nouvelles technologies de l'information ont connu une expansion. Le téléphone mobile a connu une extraordinaire expansion. Les femmes en sont des utilisatrices mais avec de profondes disparités en fonction du lieu de résidence (urbain, rural).

En résumé, il est à noter que les efforts consentis par les autorités et les partenaires ont permis d'enregistrer des progrès dans le domaine de l'éducation. Cependant des disparités demeurent entre les sexes, selon les douars et le niveau d'enseignement.

L'analyse souligne les questions non résolues que sont la persistance d'un fort taux d'analphabétisme au sein de la population féminine, le faible accès au préscolaire, la discrimination de l'accès des filles à l'enseignement secondaire et supérieur, les taux encore élevés de redoublement et de déperdition. Ces constats et plus particulièrement la rétention des

filles à l'école nécessiteront de développer des stratégies adaptées aux spécificités de chaque zone, d'initier des approches impliquant une meilleure participation des communautés et des familles.

Extrait 8 : Aussi le rapport de synthèse et des orientations stratégiques stipule, entre autres aboutissements du DTP.

- « l'identification des axes et la conception d'un programme de renforcement des capacités des acteurs locaux couvrant les besoins identifiés dans le cadre du diagnostic fonctionnel; »

- « l'exécution de ce programme de renforcement des capacités par l'équipe devant permettre à ces acteurs et institutions de surmonter les difficultés et contraintes limitant leur fonctionnement et alors de faire évoluer leurs performances. Le programme de renforcement des capacités aboutirait à l'amélioration des capacités des institutions locales afin de les préparer pour plus d'autonomie ainsi qu'au degré requis de fonctionnement et de performance. »

Extrait 9 : En parlant de la méthodologie, toujours dans le rapport de synthèse et des orientations stratégiques, il est notamment question de.

- « Prévoir, des séances de renforcement des capacités destinées aux organes de la commune et dans quelques cas des associations locales, couvrant les aspects limitant le fonctionnement de ces institutions sur la base des résultats du diagnostic. »
- « Programmer des séances de renforcement des capacités dont l'une destinée aux membres du bureau de la commune et la seconde aux membres des associations retenues. »

II/ Synthèse et conclusions

A l'exception du secteur de la Formation professionnelle, les services publics n'assurent pas de formation ou de stage spécifique adhérents des aux coopératives et associations de Taghji. Les institutions publiques disposent des compétences techniques qui pourraient être mobilisées dans leur accompagnement des projets et réalisations avec les acteurs locaux. L'examen des relations entre les services publics et les ONG fait ressortir *des besoins en formation plus ou moins bien identifiés et les responsables parlent de formations possibles sans qu'aucune initiative ne se concrétise sur le terrain !*

Il est vrai que le rapport du DTP n'a pas réservé un chapitre spécifique aux aspects de la formation. Bien sûr dans la partie consacrée aux ONG locales, les stages et les formations auxquels ont pris part ou organisés par ces structures ont été mentionnés et examinés. Les besoins en formation concernant les conseillers et les fonctionnaires ainsi que les ressources humaines locales de façon générale n'ont pas été identifiés de manière précise.

Les outils de travail employés dans le DTP de la CR de Taghjiit sont en fait des instruments pédagogiques conçus et élaborés avec les acteurs locaux dans un esprit et une démarche participatifs. L'implication d'éléments actifs des ONG, des fonctionnaires et d'élus est avérée.

- Note méthodologique préparée avec le maître d'ouvrage (ADS siège) et en concertation avec le Conseil communal.
- Questionnaire douar et autres relevés d'informations (questionnaires Centre, Association, Coopérative, etc) dont la traduction et l'interprétation participatives ont été réalisées avec les enquêtrices et enquêteurs durant trois ou quatre jours. Les relevés des informations primaires étaient une occasion aux instigateurs comme aux interlocuteurs et interlocutrices de réfléchir sur les questions soulevées et les problèmes spécifiques de chaque lieu-dit.
- Guide d'entretien avec les responsables des services publics et enquête souk Lakhmis: travail effectué par une équipe restreinte comprenant les trois principaux partenaires du DTP.

La deuxième phase du PPO, à programmer prochainement avec l'ADS et le CC, est une occasion ultime pour définir, avec les différents groupes de travail constitués lors la phase précédente, les besoins essentiels en formation. C'est une opportunité que nous (et plus particulièrement Mohamed Hamid Boukhari) devons saisir pour *établir un plan de formation* pour les deux ou trois prochaines années autour des activités suivantes:

- Identifier les modules de formation nécessaires à chaque type d'acteurs et en fonction des zones (urbain et rural).
- Arrêter un planning de sessions avec les structures retenues (CC, ONG, autres capacités).
- Faire des suggestions à l'ADS et au Conseil communal pour la mise en œuvre du plan de formation qui en découlera.

Driss Merzaby.